

Réunion des Partenaires du PFBC, Yaoundé 16 – 19 juin 2015

Stream 4 « Climat et REDD+ »

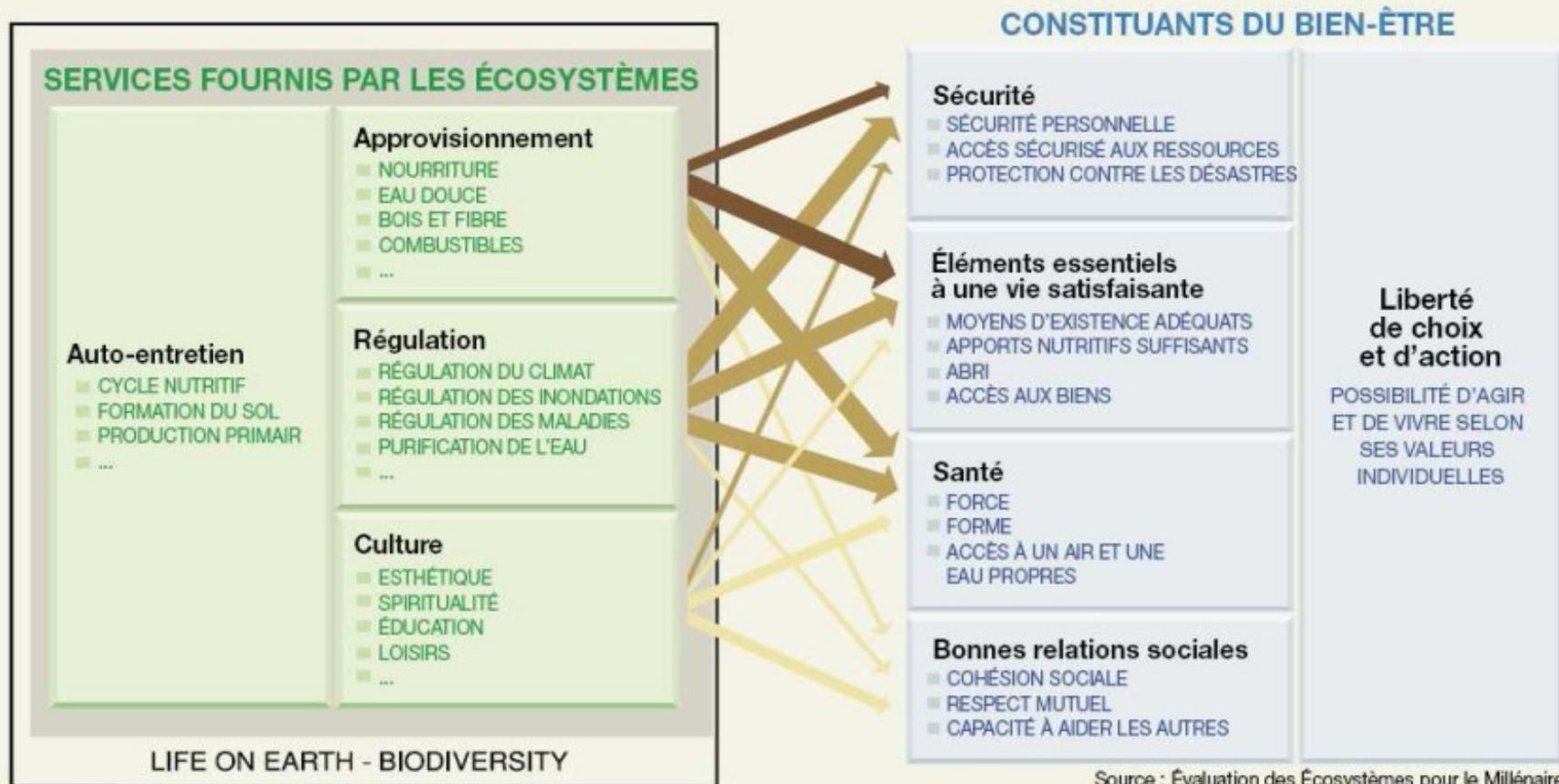
Session « *REDD beyond carbon: PES and non-carbon benefits in a prospect of emergence for the Central Africa states* »

Quelle complémentarité entre le REDD et les autres Paiements pour Services Environnementaux en Afrique centrale?

Guillaume Lescuyer
(CIRAD & CIFOR)



Services environnementaux – Constituants du bien-être



COULEUR DES FLÈCHES
Influence possible de facteurs socio-économiques

- Faible
- Moyenne
- Forte

ÉPAISSEUR DES FLÈCHES
Intensité des liens entre les services fournis par les écosystèmes et le bien-être humain

- Faible
- Moyenne
- Forte

(Millenium Ecosystem Assessment, 2005)

Définition générique d'un PSE

Un PSE est

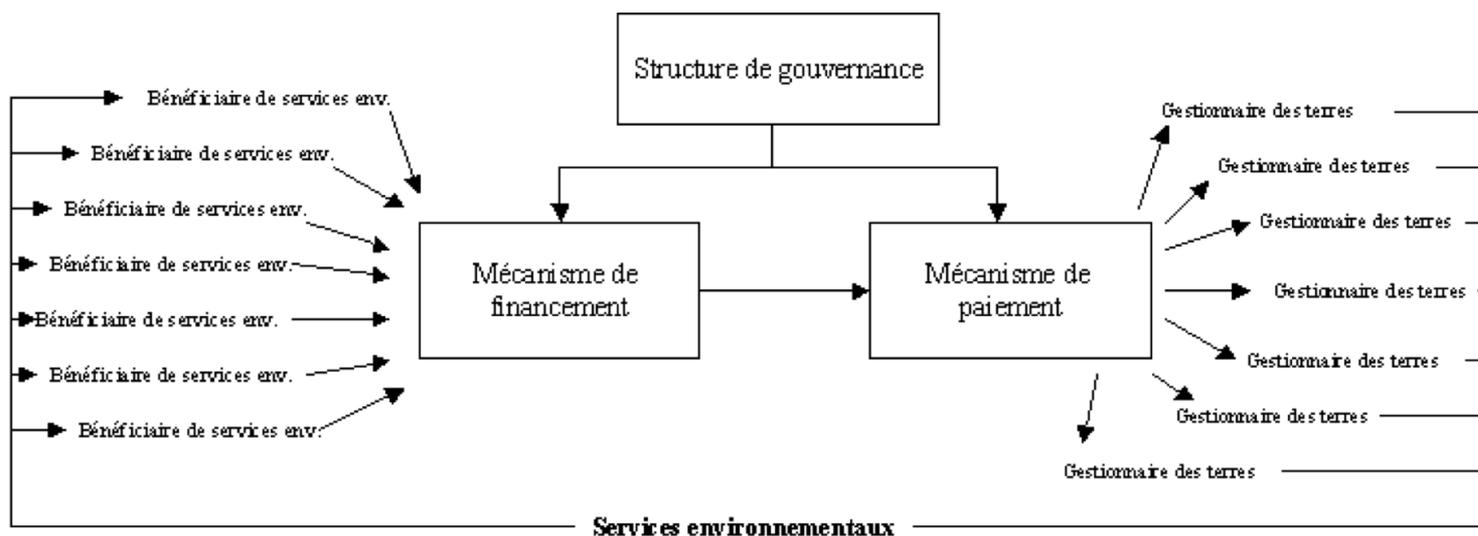
[a] une transaction volontaire où

[b] un service environnemental clairement défini est

[c] acheté par au moins un individu consommateur

[d] à au moins un individu fournisseur de ce service,

[e] si et seulement si le fournisseur garantit la production continue du service environnemental (Wunder 2005).



(Source: Pagiola, 2002)

Catégories de PSE en fonction de SE

	Marchandise	Offre	Demande	Perspective
Carbone	Tonne de carbone	Forêts compétitives du point de vue coût mais problèmes méthodologiques (permanence, fuite...)	Marchés officiel (fonction de la régulation) et volontaire du carbone	Marchés existants
Biodiversité	Biodiversité est difficile à définir (gène, espèce, écosystème ?) et les services issus sont nombreux et souvent intangibles Droits de bioprospection	Gouvernement, individus et producteurs (via certification par exemple) via la protection des habitats	Largement internationale, avec des fonds potentiellement important Industrie biogénétique	Fortes contraintes (définition de la marchandise, coûts de transaction...)
Eau	Certains usage des terres censés générer qualité ou quantité d'eau (mais manque d'information scientifique sur hydrologie)	Fournisseurs en position de force	Groupes de personne au niveau local : mise en place de mécanisme de paiement collectif et lutte contre free riders	Bon mais liens scientifiques à préciser
Paysage	Paysage	Parcs nationaux publics, propriétaire privés ou communautés	(Eco)touristes nationaux ou internationaux Filière tourisme	Résistance forte des opérateurs touristiques

(adapté de Landell-Mills et Porras 2002)

Les initiatives PSE Biodiversité en Afrique centrale

- Trois formes principales de PSE Biodiversité
 - La concession de conservation: le « gel » de surfaces potentiellement exploitables pour y promouvoir la conservation
 - La certification de concessions forestières: la labellisation de biens marchands produits selon des normes environnementales précises et qui bénéficient d'un bonus de prix
 - la restriction d'usages portant atteinte à la biodiversité autour des aires protégées

	PSE basés sur la surface : Concessions de conservation (propositions)	PSE basés sur le produit : Concessions forestières certifiées FSC	PSE basés sur la restriction d'usage dans/ autour des aires protégées
<i>Pays</i>	<p>Cameroun: massif de Ngoyla Mintom (550 000 ha)</p> <p>RCA: Réserve Spéciale de Forêt Dense de Dzanga-Sangha en RCA (230 000ha)</p> <p>RDC : concession de conservation des bonobos (680 000ha)</p>	<p>Cameroun : Wijma, Pallisco , SFID</p> <p>Congo : CIB, IFO</p> <p>Gabon : CEB, Rougier, CBG</p>	<p>Cameroun : Compensation pour l'arrêt de la pêche des tortues (Parc National de Campo Ma'an)</p> <p>RCA : Indemnisation pour la dénonciation des braconniers (Parcs Nationaux de Dzanga et Ndoki)</p> <p>RDC : Indemnisation pour la dénonciation des braconniers (Parc National de Garamba)</p> <p>RDC: Création de la Réserve Naturelle de Tayna par les communautés</p> <p>Guinée Equatoriale : Indemnisation pour les dommages causés par la faune sauvage (Parc National de Monte Allen)</p>

(Lescuyer et al. 2009)

Les initiatives PSE Hydrologie en Afrique centrale

- Deux projets PSEH envisagés
 - le projet “*Sustainable Management of the Mbe River Forested Watershed through the Development of a Payments for Ecosystem Services Mechanism*” (WCS GEF) vise à renforcer la protection du bassin versant de la rivière Mbé (100 000ha), qui est à la fois la source principale d’eau potable et d’électricité pour Libreville ainsi qu’une zone à forte valeur de conservation
 - Etude de faisabilité pour la mise en place d’un mécanisme de PSE pour le lac Barombi-Mbo qui surplombe la ville de Kumba au Cameroun
- De nombreuses questions sur la faisabilité de tels PSEH en Afrique Centrale: nécessité d’initier des expériences pilotes

Des PSE d'ampleurs différentes

- Peu de demandeurs directs pour les PSE biodiversité et eau:
 - Des services environnementaux plus complexes à quantifier
 - Faible pouvoir d'achat local (PSE eau)
- REDD
 - A l'agenda international depuis 10 ans;
 - Des marchés contraignants et libres
 - 550 millions \$ (Maniatis et al. 2013)
- La manne REDD peut-elle financer la protection de la biodiversité et des services hydrologiques ?

REDD et PSE biodiversité

- Lutte contre la déforestation correspond-elle toujours à une réduction de la défaunation? Focaliser sur quelques espèces phares?
- Coûts élevés de lutter efficacement contre le braconnage: quel prix de la tonne de carbone pour couvrir des mesures efficaces?
- Les aires protégées (pour la faune) empêchent déjà la déforestation: pourquoi les rémunérer pour ce qu'elles font déjà, ou ce qu'elles sont censées faire?
- Toujours le problème de fuite, aggravé pour des ressources mobiles

REDD et PSE eau

- La majorité des bassins versants en Afrique centrale sont couverts de forêt, mais
 - Peu de données sur les relations entre écosystème forestier et ressources hydriques
 - Dans la plupart des cas en Afrique centrale, l'accès aux ressources hydriques ne constitue pas encore un problème
 - Des normes techniques d'exploitation sous aménagement durable qui limitent déjà les impacts sur les rives

Conclusion: un REDD fédérateur ou une combinaison de PSE

- REDD pour rémunérer les gouvernements pour l'effort de lutte contre la déforestation
 - Sur la base des forêts menacées que REDD permet de maintenir
 - Des liaisons incertaines avec les autres SE
 - Une rémunération (dépendant du prix de la tonne de carbone) permettant de compenser pour le gel de certains droits d'usage locaux liés en premier à la déforestation
 - Quelle distribution de ces revenus pour modifier les pratiques locales?
- Définition et organisation des complémentarités entre PSE à l'échelle d'un territoire déterminé
 - Une connaissance plus fine des interactions entre SE
 - Une meilleure connaissance des différents coûts d'opportunité et des pratiques des acteurs
 - Augmentation des coûts de transaction et risque de fuite



Merci de votre attention

lescuyer@cirad.fr



The Center for International Forestry Research (CIFOR) is one of the 15 centres supported by the Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR)



THINKING beyond the canopy

